

Expérience de coopération universitaire avec la R. D. Congo

» Jean-Pierre TSHIBANGU K., Service de Génie Minier (FPMs)
katshidikaya.tshibangu@umons.ac.be

Le Prof. Tshibangu est le Responsable du Service de Génie minier à la FPMs. La FPMs est très impliquée dans la relance de la coopération universitaire avec des universités congolaises depuis la fin des années nonante. Nous l'avons rencontré afin d'échanger avec lui sur cette (déjà) longue histoire de coopération.

Comment votre collaboration avec les universités congolaises a-t-elle débuté ?

Historiquement, et jusqu'à la fin des années 80, la R.D. Congo a eu trois universités: Kinshasa (Unikin), Lubumbashi (Unilu) et Kisangani (Unikis). Ces universités fonctionnaient en partie, surtout en ce qui concerne les sciences et sciences appliquées, avec des moyens apportés par la coopération internationale, et particulièrement la coopération belge. Au début des années 90, la coopération belge au Congo s'est arrêtée avec de grandes conséquences sur le fonctionnement des universités : moins d'investissement au niveau des laboratoires, manque de consommables, arrêt des bourses de formation doctorale, etc.

A la fin des années 90 le Gouvernement belge décide de remettre le pied au Congo. Une mission exploratoire d'un mois est organisée en 2001 pour six professeurs congolais des sciences appliquées dont un sera accueilli dans mon Service. Ce contact ainsi que les réunions qui ont suivi avec la CUD me permettent de me rendre compte du défi à relever pour « sauver » l'Université congolaise. Je recrute en 2002 un premier doctorant de l'Unilu grâce à une bourse accordée par la FPMs.

Peu de temps après les choses s'accélérent car la coopération avec la R.D. Congo se structure : l'Unikin et l'Unilu bénéficient d'un premier

programme de coopération universitaire institutionnelle (CUI) pour le quinquennat 2003-2007 (P2), et la Coopération Technique Belge (CTB) crée un mécanisme de bourses de thèses de doctorat.

Pourquoi avez-vous surtout travaillé avec l'UNILU par la suite ? Quels genres de travaux y avez-vous menés ?

Un concours de circonstances a voulu que je m'implique activement dans les activités de redémarrage de la coopération universitaire avec l'UNILU. En effet, au début des années 2000, pendant que les contacts se réchauffaient pour relancer la coopération, les ressources minérales commençaient à retrouver des valeurs intéressantes sur les marchés internationaux. La R.D. Congo, pays aux ressources minérales considérables, commençait à voir le ciel s'éclaircir, et le Katanga avec ses gisements de cuivre et cobalt était en première ligne.

Sur toute l'étendue du Congo, l'Unilu était la seule université qui comportait en son sein toutes les compétences nécessaires à la gestion des ressources minérales, à savoir un département de géologie logé en faculté des sciences et des départements des mines, métallurgie et chimie industrielle logés en faculté polytechnique. Dans le P2 de la CUI UNILU, un des objectifs principaux était de contribuer au développement du pays en

s'appuyant sur le secteur minier ; il fallait donc développer un savoir-faire local.

Dans ce programme j'ai réussi à obtenir la responsabilité des activités liées aux facultés des sciences et sciences appliquées, lesquelles seront regroupées sous la dénomination : Pôle Mines-Géologie. Les objectifs fixés au niveau de ce pôle étaient énormes : équiper de nouveaux laboratoires et compléter les équipements des anciens, informatiser les différents départements, recycler les enseignants et les techniciens, et organiser le développement d'une nouvelle filière d'électromécanique en polytechnique. Bien que l'activité Pôle Mines-Géologie bénéficiait du budget le plus important sur l'ensemble du programme CUI Unilu, les moyens paraissaient bien dérisoires par rapport aux défis.

Nous commencerons par un travail sur le terrain pour appréhender les besoins: visite des infrastructures existantes des facultés, contacts avec les opérateurs miniers. Cette phase a été suivie par des commandes d'équipements de tous ordres parmi lesquels nous pouvons citer un spectromètre d'absorption atomique, un laboratoire de mécanique des matériaux, des microscopes...

Etant donné qu'un des gros problèmes des facultés de l'UNILU était d'étoffer le personnel

académique, nous avons essayé d'atteindre les objectifs de la formation en combinant les moyens de la CUD et de la CTB (Coopération Technique Belge) qui venait alors de lancer un programme de bourses de longue durée. Nous avons ainsi pu recruter quelques assistants de l'UNILU et recommandé certains autres auprès des collègues de l'UMONS-FPMs ou d'autres universités francophones de Belgique. Pour initier les jeunes chercheurs du Pôle à la publication scientifique nous avons édité en 2007 un premier numéro d'une revue attachée à l'UNILU dénommée «Annales du Pôle Mines-Géologie». Nous pouvons être fiers de ce premier programme car il nous a permis de former quelques jeunes académiques qui prestent maintenant à l'UNILU dont certains ont déjà des responsabilités académiques ; le vice-doyen chargé d'enseignement en faculté polytechnique a par exemple fait sa thèse sous ma responsabilité.

Actuellement je suis toujours impliqué avec les mêmes facultés dans le programme P3 de la CUI-UNILU comme responsable de l'activité «activités minières et impact environnemental». Ce nouveau programme met l'accent sur la formation de la relève académique. A la différence du programme précédent les doctorants doivent travailler localement sous la responsabilité des

« Le nouveau programme « activités minières et impact environnemental » met l'accent sur la formation de la relève académique. »



Vue des orateurs à la conférence-débat «50 ans d'indépendance du Congo, regards croisés avec la Belgique» organisée à la FPMs le 2/07/2010.

Pour un réseau de chercheurs congolais en microfinance

» **Marc LABIE et Didier TOUSSAINT**,
Centre Européen de Recherche
en Microfinance, FWEF
marc.labie@umons.ac.be



UPC, Kinshasa, séminaire de lancement du PIC Microfinance RDC en septembre 2010.

Depuis septembre 2010, le Prof. Marc Labie (Faculté Warocqué d'Economie et de Gestion) coordonne un PIC (Programme interuniversitaire ciblé) d'appui à la formation et à la recherche en microfinance en République Démocratique du Congo (RDC) dans le cadre des activités du Centre Européen de Recherche en Microfinance (CERMI). Ce projet, qui rassemble quatre universités belges (UMONS, ULB, ULg et KUL) et quatre universités congolaises (UPC, UCB, UNILU et UNIKIN), a pour objectif de favoriser le développement de modules de cours spécialisés en microfinance et d'accompagner la création d'un réseau de centres de recherche dans ce domaine dans les universités congolaises partenaires. Pour atteindre ces objectifs au bout des quatre années du projet, des activités rassemblant les partenaires Nord et Sud sont organisées chaque année en RDC, des académiques belges participent à des sessions de cours dans les universités congolaises, des thèses de doctorat ont été entreprises dans les centres de recherche congolais et des stages en Belgique sont organisés pour ces doctorants ainsi que pour des étudiants congolais suivant les modules de cours de microfinance.

promoteurs congolais auxquels il fallait adjoindre des co-promoteurs belges que j'ai identifiés et contactés. Ce programme court jusqu'à la fin du mois de mars 2013 et concerne actuellement 5 doctorants dont 3 ont leurs co-promoteurs à la FPMS, en l'occurrence les professeurs Diane THOMAS, Philippe ANCIA et moi-même.

En mai 2010 nous avons organisé un colloque à Lubumbashi où je me suis rendu avec mes collaborateurs P. AnCIA et F. Descamps. La thématique était orientée vers les problèmes d'environnement minier et l'activité a eu un succès retentissant avec la participation des entreprises, des autorités politiques et administratives ainsi que la communauté de l'UNILU.

Quelle est l'origine du PIC « Matériaux de construction pour le Kasai » que vous avez organisé avec l'Université de Mbuji mayi ? Quelles ont été les conséquences de la mise en route de ce projet ?

A la fin des années nonante le paysage universitaire congolais a fortement évolué par la création de nouvelles universités dans les différentes provinces du pays. Parmi celles-ci il y en a une dont j'ai pratiquement suivi la gestation pour avoir été intéressé par ses fondateurs ; il s'agit de l'Université de Mbuji mayi (UM). Je ferai en effet, dès 1993, partie d'un syndicat d'initiative de soutien à cette université dénommé SIUMBE et basé en Belgique.

En 1997, je me rends à Mbuji mayi et je découvre pour la première fois cette « petite » université dont les infrastructures n'étaient pas très fournies mais dont la dynamique me séduit ; en effet

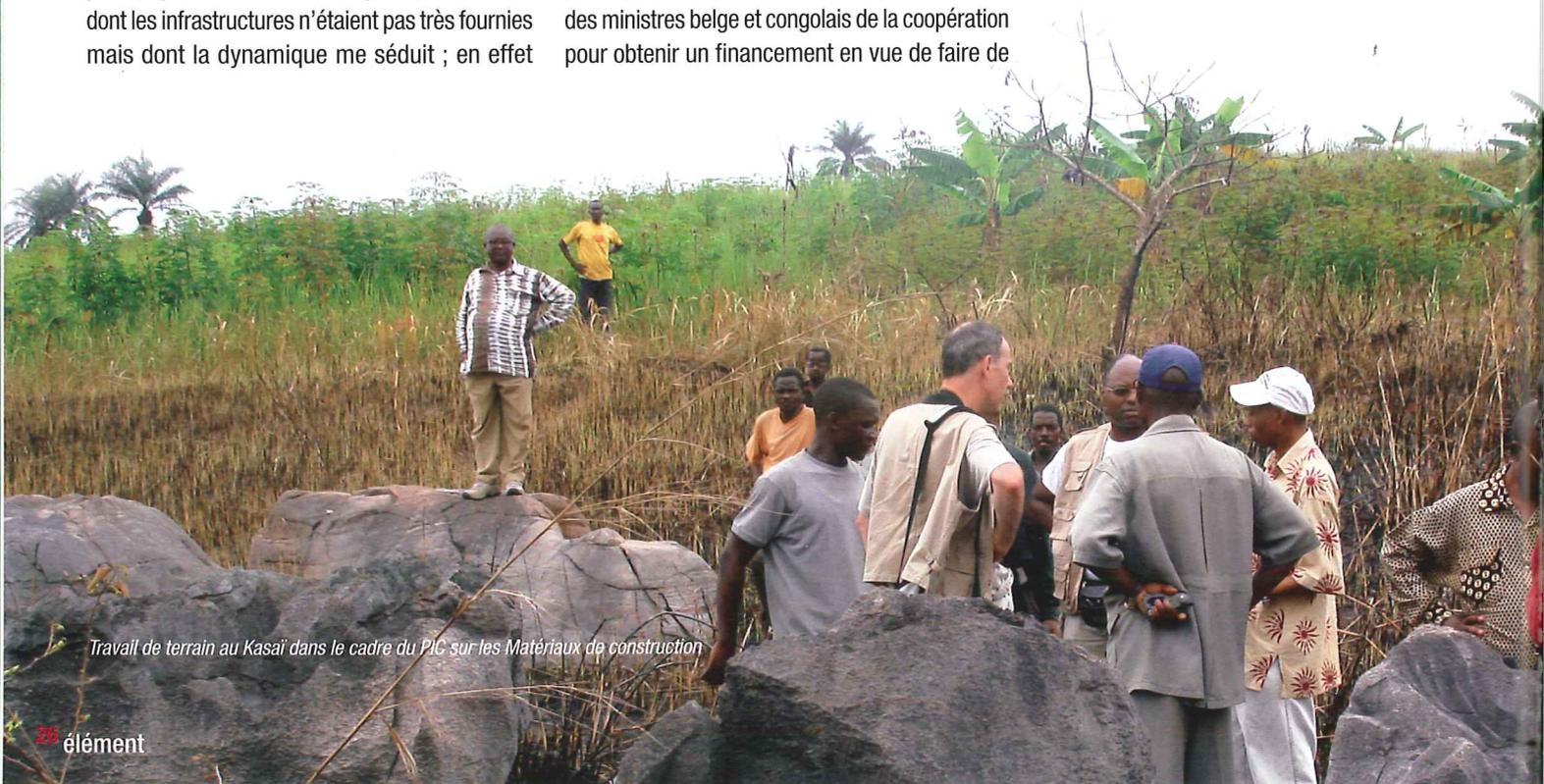
elle bénéficie notamment du soutien financier de la Miba (société d'exploitation de diamant à Mbuji mayi) qui lui permet d'assurer un enseignement de relativement bonne qualité. Je trouve de nouveau ici une relation forte entre le secteur minier, proche de mes activités académiques, et le milieu universitaire. De retour en Belgique, je sollicite et j'obtiens un petit financement auprès de la CUD (micro-projet) pour l'acquisition d'une documentation de base en géologie, génie civil et mécanique des géomatériaux.

Vers 2005 je monte un projet PIC avec cette université en y impliquant des collègues de l'ULg (Prof. E. Pirard) et de l'UCL (Prof. J-F. Thimus) ; j'obtiens le financement pour un démarrage en 2007. Ce projet a pour objectif de monter un laboratoire de matériaux de construction (le tout premier dans la Province) et de lancer trois thèses de doctorat pour les candidats recrutés sur place.

Au moment du lancement du projet en 2007 je constate que la Miba, principal soutien jadis pour l'UM, est en grande difficulté et se trouve au bord de la faillite ; ces difficultés se répercutent sur l'Université. Je me lance alors dans une démarche d'organisation des Etats Généraux de l'UM pour sauver l'institution et donner de nouvelles orientations. A l'occasion du forum que nous organisons en juillet 2008 sur place, l'Assemblée me porte à la tête de l'institution comme « recteur non résident » pour une phase transitoire qui devait durer six mois mais qui a été prolongée à deux ans. Revêtu de cette fonction je me suis lancé dans la restructuration complète de l'Université et j'ai également démarché auprès des ministres belge et congolais de la coopération pour obtenir un financement en vue de faire de

gros travaux à l'Université dont l'installation d'un réseau informatique. En ce qui concerne le laboratoire des matériaux, nous partions presque du néant car il n'existait pas une telle infrastructure auparavant. Il nous a donc fallu concevoir tout jusque dans le moindre détail, faire l'achat des équipements dont la plupart ont été acquis à partir de la Belgique, et former du personnel. Ce projet qui se termine à la fin du mois de juin de cette année 2012 a vu se constituer ce premier laboratoire de référence dans toute la Région et la formation de jeunes scientifiques dont le premier docteur sera diplômé cette même année.

« Malgré ses nombreuses richesses minérales, le développement du Congo reste un défi de taille et nous sommes convaincus que l'université a un rôle de premier plan à jouer. »



Travail de terrain au Kasai dans le cadre du PIC sur les Matériaux de construction

Comment voyez-vous l'avenir de la coopération avec la DRC ?

Malgré ses nombreuses richesses minérales, le développement du Congo reste un défi de taille et nous sommes convaincus que l'université a un rôle de premier plan à jouer. Les programmes de coopération que nous avons initiés et pilotés depuis le début des années 2000 commencent à porter leurs fruits en termes d'infrastructures et personnel académique et scientifique.

Nous sommes également préoccupés par l'encouragement des contacts entre nos étudiants et ceux des universités congolaises. En été 2011 nous avons contribué à organiser, avec l'appui de la société CBR, un stage commun des étudiants de la FPMs avec des étudiants de l'Université de Mbujimayi. Cette année nous organisons un stage commun de nos étudiants avec ceux de l'Unilu.

Nous sommes confrontés aujourd'hui dans le monde occidental à une certaine carence des chercheurs à cause notamment du faible nombre de jeunes qui embrassent les études scientifiques. Je pense que la grande réserve des candidats que l'on peut trouver en R.D. Congo, peut permettre de palier partiellement cette carence. Pourquoi ne pouvons-nous pas envisager un partenariat particulier dans ce sens ? ■



Une collaboration en orthopédagogie à Kinshasa

» **Monique DEPREZ**, Service d'orthopédagogie clinique (FPSE)
monique.Deprez@umons.ac.be

En juin 2000, un psychologue congolais, Joachim Mukau Ebwel, quittait l'université de Mons-Hainaut avec, dans ses bagages un D.E.S. en psychologie portant sur l'intervention auprès des personnes en situation de handicap. Rentré à Kinshasa, il mit sur pied un Centre d'Évaluation et d'Intervention pour Enfants avec un Handicap Mental et/ou de l'Autisme (CEIEHMA). La première étape de l'implication de notre équipe à Kinshasa fut de seconder J. Mukau dans la formation de parents et de professionnels à l'approche éducative de la déficience intellectuelle et de l'autisme.

Lorsque J. Mukau est devenu titulaire d'un doctorat en psychologie et chargé de cours à l'Université Pédagogique Nationale, une convention entre cette université et la nôtre, début 2009, a permis d'intensifier et de diversifier nos échanges :

- Implantation de divers cours centrés sur l'orthopédagogie à la faculté de psychologie de l'UPN (intervention de M. Deprez sur place à deux reprises)

- Participation de J. Mukau à la semaine Campus plein Sud en 2009.
- Communication conjointe au Congrès de l'AIRHM à Mons en avril 2010
- Recherche centrée sur le développement d'un outil d'évaluation préprofessionnelle, avec la participation d'un étudiant de l'UMONS
- Organisation de stages en orthopédagogie à Kinshasa, pour 3 étudiants de la FPSE de l'UMONS.

Nous espérons poursuivre et élargir cette coopération, notamment par la codirection de doctorants.

Bien que nos contextes de travail soient très dissemblables, cette collaboration nous a démontré que nous partageons beaucoup de préoccupations communes ; notre centre d'intérêt est l'humain dont les droits et besoins fondamentaux restent partout les mêmes.



Joachim Mukau-Ebwel et Monique Deprez, à Mons, lors du congrès A.I.R.H.M.